



MONUC
Revue de presse

5 mars 2003

La plénière des commissions techniques du dialogue inter congolais aura t-elle lieu comme prévu aujourd'hui ? C'est la question à laquelle les journaux parus ce 5 mars à Kinshasa tentent d'apporter une réponse.

LE PHARE rapporte que *"les derniers obstacles sur les questions de l'armée et de la constitution étaient en passe d'être évacués hier"*, le gouvernement ayant finalement adhéré au consensus général. *" Kinshasa qui avait boudé en début de semaine le principe d'une force neutre internationale n'y était plus totalement opposée mardi"*, indique le quotidien. Parlant des termes de référence de la force qui sera composée de 3200 éléments, le journal explique qu'elle *"devra assurer la sécurité des frontières fluviales avec le Congo Brazzaville, de l'aéroport de Kinshasa, des artères principales à l'entrée et à la sortie de la capitale, du cœur administratif et commercial de Kinshasa, ainsi que des zones désarmées dans lesquelles la circulation et le port d'armes seront interdits"*. En principe, ajoute le quotidien, *"la mission des Nations Unies en RDC devrait former les éléments de la police intégrée au rythme de 400 agents en 8 semaines. La Monuc dispose pour cela de deux centres distincts"*. Le journal estime donc que *"le consensus laborieux que les différentes composantes tentaient de mettre en œuvre mardi était de bon augure pour la tenue de la plénière générale des commissions techniques ce mercredi selon le calendrier initialement annoncé par la médiation"*.

Cependant, FORUM DES AS annonce que la plénière du dialogue inter congolais va démarrer ce jour dans l'incertitude. Citant certains participants, le journal note qu'on parle *" de plus en plus de l'extension des travaux jusqu'au 15 mars"*. Le quotidien avance que les concertations, prévues pour une semaine, *"ne sont pas parvenues à une solution adéquate aux jours convenus. De telle sorte qu'à la veille même de la grande plénière, beaucoup de questions sont encore restées en suspens"*.

Notant que l'histoire se répète, L'OBSERVATEUR indique qu'à Pretoria, l'on s'achemine vers les prolongations. Le journal rappelle que Moustapha Niasse devait convoquer aujourd'hui la plénière de 66 signataires de l'Accord Global et inclusif. Mais, souligne le quotidien, cette convocation était subordonnée à la fin des travaux qui devait intervenir le 3 mars dernier.

LA REFERENCE PLUS fait remarquer que les dernières heures décisives à Pretoria sont marquées par une "liste de contentieux entre belligérants qui ne fait que s'allonger".

LE PALMARES note, pour sa part, que la médiation a fait le travail des commissions techniques à la place des Congolais, par ce que ces derniers se sont montrés *"inconciliables"*. *"Certes ils se sont dépensés intellectuellement pour produire les différentes réflexions qui ont servi à la confection des rapports - synthèses par la médiation, mais c'est à cette dernière qu'il faudra reconnaître le mérite...d'avoir su donner forme à la Constitution et à la loi portant exercice de la nouvelle armée"*, indique le quotidien.

L'OBSERVATEUR accuse Moustapha Niasse de tenter de *"dépouiller (Joseph) Kabila de tous ses attributs de chef de l'Etat"*, avec son *"juridisme plus proche de la sorcellerie que du droit"*. Le journal constate que *"tout ce que M. Niasse propose dans sa synthèse n'a aucun rapport avec les attendus de l'accord global et inclusif"*. Même son de cloche chez L'AVENIR qui, se faisant l'écho de la position des Maï-Maï, dénonce, au sujet des 3.200 soldats pour la sécurité des animateurs de la transition, *"un projet louche contre Kinshasa"*. Selon le journal, *"toute l'agitation autour de ce qu'on appelle espace présidentiel n'a d'autre objectif que de prendre le pouvoir en dépouillant le chef de l'Etat"*.

Sur un autre chapitre, LE POTENTIEL publie l'interview accordée mardi à RFI par le Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies au Congo, Amos Namanga Ngongi. Ce dernier a répondu aux questions relatives à la reprise des combats en Ituri, aux atrocités commises au Nord-est du pays, ainsi que sur les travaux de Pretoria. M. Ngongi a confirmé qu'il y a des combats au Nord-est, provoqués par les deux factions de l'autorité de l'UPC qui contrôle la ville de Bunia, capitale de l'Ituri. Répondant à une question sur la volonté des rebelles de venir à Kinshasa avec des unités importantes, le chef de la Monuc a répondu : *"Si on a des milliers de troupes à Kinshasa, cela risque de provoquer des troubles"*.

LE PHARE rapporte qu'après le récent massacre attribué au RCD-ML, *"une équipe spéciale d'enquête de la Monuc sera envoyée dans les prochains jours à Bogoro où a été perpétré le massacre de 500 personnes"*. Selon le journal, *"la tâche du personnel onusien sera de recueillir des informations sur ce massacre"*.
